



## SYNDICATS DES HAUTES PYRENEES.

Tarbes , le 22 janvier 2010

Monsieur le Délégué,

Vous avez réservé votre première visite dans vos nouvelles fonctions au département des Hautes Pyrénées. Que nous vaut cette visite qui se sera limitée à des réunions avec les directions locales et les cadres supérieurs.

Etes vous venus annoncer aux personnels les créations d'emplois indispensables au bon fonctionnement des services ? Ou alors la mise au placard des indicateurs de rentabilité , d'efficacité et objectifs en tous genres qui sont l'alpha et l'oméga de la gestion des services publics depuis des années et qui pourrissent le quotidien des agents.

Ou bien allez-vous, à l'image de votre prédécesseur, nous servir une nouvelle fois le discours traditionnel sur la nécessaire adaptation et organisation à un environnement contraint.

Quelque chose nous dit que c'est pour cette dernière solution que vous allez opter.

Il suffit d'ailleurs pour s'en convaincre de faire la liste des suppressions d'emplois en 2010 au niveau des deux régions que vous supervisez.

Trente emplois supprimés en Haute Garonne, sept dans l'Ariège, 6 dans le Gers, 10 dans le Lot, 18 dans le Lot et Garonne, 14 dans le Tarn, 10 dans les Hautes Pyrénées. 95 au total pour Midi Pyrénées et 107 en Languedoc Roussillon.

Dans les services les agents font un constat accablant. Notre département aura perdu plus de 90 emplois sur les dix dernières années, le lancement des SIP s'est fait dans la confusion et sans moyens nouveaux, les réformes s'enchaînent sans tenir compte des revendications exprimées, le service public de proximité est remis en cause de manière unilatérale par les directions....

Au delà, ils sont bien conscients que l'objectif de la désormais célèbre RGPP ( Régression Générale Pour le Peuple ) est de briser les services publics ( 200 000 emplois auront ainsi été supprimés entre 2007 et 2012 dans la fonction publique d'état ) et d'en finir avec le statut. La loi de mobilité instaure ainsi la possibilité de licencier des fonctionnaires en cas de restructuration des services, la mise en place de la Prime de Fonction et de Résultat en 2012, va casser, encore un peu plus, les collectifs de travail déjà bien mis à mal.

De même ils constatent que de nouvelles attaques lourdes de conséquences se préparent à leur endroit sur la question des retraites.

Alors M le Délégué nous vous le disons clairement :

A vous qui êtes le représentant direct de M. Parini et dont le rôle est de veiller avec zèle à l'application des multiples réformes.

Nous en avons plus qu'assez de la politique du toujours plus avec toujours moins !

Nous ne laisserons pas mettre en pièce le service public car il est le patrimoine de ceux qui n'en ont pas !

Il faudra autre chose qu'un petit cocktail paternaliste pour dissiper les inquiétudes et répondre aux aspirations des agents.

**ARRET DES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS, SALAIRES, MISSIONS, ABROGATION DE LA LOI DE MOBILITE, MAINTIEN D'UN SERVICE PUBLIC DE PROXIMITE DE QUALITE, SAUVEGARDE DU REGIME DE RETRAITES PAR REPARTITION .**

Telles sont , Monsieur le Délégué, les principales préoccupations des personnels de la DGFIP du département des Hautes Pyrénées.

L'intersyndicale CGT SNUI FO.